

l'info +

Manger Bio Local en Entreprise fait bouger les lignes

Le colloque national « Pour une restauration collective responsable et durable : Manger Bio Local en Entreprise, une démarche RSE* », organisé par Corabio, en partenariat avec la FNAB et FL Conseil s'est tenu le 16 juin dernier à la Région Rhône-Alpes.

Manger Bio Local en Entreprise, ce sont 17 restaurants d'entreprise rhônalpins avec 1 000 repas par jour en moyenne, 20 000 salariés et 8 sociétés de restauration collective qui bénéficient d'un accompagnement pour introduire des produits bio locaux. La présentation de l'opération a mis en lumière les résultats très positifs du projet pour les producteurs bio et la structuration des filières locales, pour le territoire ainsi que pour les entreprises qui ont témoigné de leurs engagements au travers de leur politique RSE. Le projet Manger Bio Local en Entreprise a été reconnu comme une démarche exemplaire, un outil de mobilisation et de professionnalisation. Le Syndicat National de la Restauration Collective (SNRC) évoque notamment un projet « *structurant pour tous les acteurs de la profession* » sans lequel l'introduction de bio local en restauration d'entreprise n'aurait pu atteindre les résultats actuels : certains restaurants passés de 0 à plus de 20 % de bio local introduit, 40 % des convives prennent désormais au moins un produit bio local sur leur plateau tous les jours et un projet qui représente, en 2014, 650 000 € HT d'achats bio locaux (ou 800 000 € HT d'achats bio). Le réseau FNAB est donc prêt pour déployer cette initiative au niveau national.

*responsabilité sociétale des entreprises

INFO + www.mangerbiolocalenentreprise.fr

EDITORIAL

TRAVAILLER LOCALEMENT EN BIO C'EST POSSIBLE !



Table ronde organisée par Bioconvergence le 4 juin 2015

Le « local », un mot en vogue actuellement ! Aujourd'hui, tous se saisissent de cette tendance de consommation : les médias, les politiques de tous bords, la grande distribution, mais aussi la distribution bio et les magasins de producteurs. Comment analyser cette tendance ? Les filières bio doivent-elles et peuvent-elles y répondre ? Carole Chazoule, professeur-chercheur à l'ISARA, partageait avec nous les résultats de leur enquête lors de la table ronde organisée par Bioconvergence, le 4 juin dernier. Elle redéfinissait le mouvement locavore, mouvement américain, structuré dans les années 2000 autour de la logique des « food miles » : une définition reposant sur la distance géographique. Or, une nouvelle notion du mot « local » est en train d'émerger avec une définition attachée à une notion de « territoire » : « agriculture of the middle » - système alimentaire du milieu - : ré-ancrage d'entreprises agroalimentaires dans leur territoire avec l'objectif de reconnecter la chaîne alimentaire de la production à la consommation finale. Que mettent les consommateurs derrière ce mot « local » ? Des notions d'éthique, de soutien à l'agriculture mais aussi de retour aux « saveurs » et cultures liées aux aliments. C'est un élément de réassurance et de retour à la nature (enquête IPSOS 2014). Ces valeurs sont proches de celles qui ont mené certains consommateurs, dans les années 90, vers le bio. Dans une période de forte croissance des ventes, le bio peut apparaître comme « conventionnalisé » pour certains consommateurs, ce qui valorise à leurs yeux le « local ».

Pourtant, fermes et entreprises bio mettent sur le marché des produits sains, goûteux et leur mode de production préserve l'environnement : les valeurs fondatrices de la bio sont au cœur de leur démarche.

Pour répondre à cette attente de « bio & local », de la vente directe à la ferme jusqu'aux filières régionales de proximité, nos associations travaillent au quotidien avec tous les acteurs des filières : structuration de liens entre producteurs, transformateurs et distributeurs, organisation de la logistique, mise en avant des produits auprès des consommateurs.

Dans ce contexte, nous orchestrons dès la rentrée la campagne « Manger Bio et Local, c'est l'idéal » du 19 au 27 septembre prochain : tous les acteurs du bio (producteurs, transformateurs, artisans et magasins) mettront ainsi en avant leurs initiatives et leur métier autour d'un même slogan qui sonne comme une évidence.

Ludovic Desbrus, président de Corabio,
Viviane Margerie, présidente de Bioconvergence

DOSSIER La bio, une réponse au dérèglement climatique ?



La température moyenne planétaire pourrait augmenter jusqu'à 5,3 °C au cours du 21^e siècle si nous ne maîtrisons pas nos émissions de gaz à effet de serre (GES). Le contenu de nos assiettes représente un tiers des GES à l'échelle mondiale ! Pour limiter le phénomène de changement climatique, il est donc fondamental de diminuer les émissions de gaz liées à l'agriculture et à l'agroalimentaire. A quelques mois de la conférence onusienne pour un accord universel sur le climat, la COP21 qui aura lieu à Paris, l'agriculture biologique a de réels atouts à faire valoir. Ce dossier expose en quoi les filières biologiques peuvent apporter des solutions et quelles initiatives existent en Rhône-Alpes. [à lire pages 3 à 6]

Créer une bière bio 100% Rhône-Alpes

Dans le cadre du projet « Approvisionnement en houblon de Rhône-Alpes » mené avec Rhône-Alpes Gourmand et BIERA (Brasseurs indépendants en Rhône-Alpes), Bioconvergence a organisé une rencontre sur la ferme de démonstration du GAEC des Petits Grains* dans la Drôme à la découverte du houblon bio. Brasseurs et producteurs se sont retrouvés dans l'objectif de mieux connaître cette culture peu répandue dans la région. Conduite culturale, besoins de la plante, coût de production : les échanges ont été très enrichissants. Cet automne, des essais devraient être mis en place, dans la Drôme, sur plusieurs variétés. Travaux à suivre...

*Plus d'info sur le GAEC des Petits Grains : www.corabio.org/index.php/agriculteurs/fermes-de-demonstration



Une quarantaine d'événements pour découvrir l'agriculture biologique en Rhône-Alpes !



Quinzaine DE LA BIO
DU 5 AU 16 OCTOBRE 2015
39 rendez-vous à la découverte
de l'agriculture bio en Rhône-Alpes

RETROUVEZ LE PROGRAMME SUR
<http://quinzainedelabio.wordpress.com/>

ouvertes sur des fermes et des sites de transformation seront l'occasion pour les agriculteurs et les futurs agriculteurs de découvrir l'agriculture biologique, dans toutes les filières. L'objectif est de venir échanger avec les producteurs et les autres acteurs de la bio sur les techniques de production et les débouchés, de participer à des démonstrations de matériels et de bénéficier d'interventions d'experts techniques.

Info + sur le programme à venir : www.corabio.org/index.php/agriculteurs/formations-et-rendez-vous

Consultation publique du Ministère sur le plan Ecophyto II

Suite à l'échec du premier plan Ecophyto et aux recommandations du rapport du député Dominique Potier fin 2014, un projet de plan Ecophyto II a été préparé par le ministère de l'Agriculture. Il rappelle l'objectif de réduire de 50 % les pesticides de synthèse d'ici 2025. Une consultation publique a été lancée jusqu'au 29 juin, à laquelle la FNAB et Corabio ont répondu. Notre réseau des producteurs bio a demandé une cohérence dans les politiques publiques et donc une complémentarité entre les plans « Ecophyto » et « Ambition Bio », en réduisant l'usage des pesticides par le développement de l'agriculture biologique. Le plan Ecophyto II doit soutenir les pratiques basées sur un travail en prévention, en lien avec la nature, et non en curatif et contre la nature.

Info + sur <http://agriculture.gouv.fr/ecophyto> et www.fnab.org/index.php/retrouvez-ici-tous-nos-communications

5ème édition de Tech & Bio les 23 et 24 septembre dans la Drôme

Tech & Bio, c'est 100 démonstrations de plein champs et 260 exposants : l'opportunité de découvrir, évaluer et comparer les dernières innovations en matériel et agro-fouritures, pour toutes les filières bio. Les 23 et 24 septembre prochains, au lycée agricole du Valentin à Bourg-les-Valence (26), une centaine d'experts français et européens seront mobilisés à travers des ateliers techniques et des conférences approfondies. Les nouveautés au programme 2015 : un parcours « Agronomie » avec zoom sur les couverts végétaux et le travail du sol ; un pôle « Elevage » avec une nouvelle zone dédiée aux ruminants et aux équins ; le pôle « Autonomie Énergétique » qui accueillera un espace méthanisation de 100 m ; l'apiculture avec son propre pôle technique ; et un Club Affaires pour mettre en relation agriculteurs, transformateurs et distributeurs.

Le Synabio organise sur ce dernier espace des rencontres amont-aval pour permettre aux entreprises de rencontrer des producteurs et groupements de producteurs et d'échanger ainsi sur leurs besoins en matières premières à moyen et court termes. Le réseau Corabio est également présent sur le salon pour informer les agriculteurs sur l'accompagnement à la bio par les GAB et Corabio.

Info + sur www.tech-n-bio.com

Gérer le risque mycotoxines en bio

Les mycotoxines peuvent contaminer, en conventionnel comme en bio, les céréales, les fruits frais ou secs, ou encore le lait, dans les phases de production, de stockage ou de transformation. En bio, pas de fongicide chimique, et toute la filière doit être attentive : rotations au champ, aération et froid pour le stockage... Gérer le risque mycotoxines pour une entreprise bio, c'est maîtriser ses filières d'approvisionnement, connaître ses risques et mettre en place un plan d'analyses en laboratoire, en dialogue avec ses fournisseurs. C'est la démarche d'accompagnement que le Club Qualité Bio animé par Bioconvergence et Organics Cluster a proposé ce printemps aux entreprises bio régionales.

Info + www.bioconvergence.org



La bio, une réponse au dérèglement climatique ?

La température moyenne planétaire pourrait augmenter jusqu'à 5,3 °C au cours du 21e siècle si nous ne maîtrisons pas nos émissions de gaz à effet de serre (GES). Le contenu de nos assiettes représente un tiers des GES à l'échelle mondiale ! Pour limiter le phénomène de changement climatique, il est donc fondamental de diminuer les émissions de gaz liées à l'agriculture et à l'agroalimentaire. A quelques mois de la conférence onusienne pour un accord universel sur le climat, la COP21 qui aura lieu à Paris, l'agriculture biologique a de réels atouts à faire valoir. Ce dossier expose en quoi les filières biologiques peuvent apporter des solutions et quelles initiatives existent en Rhône-Alpes.



Des fermes bio résilientes face au changement climatique

Le dérèglement climatique est une réalité avérée, lourde de conséquences pour l'activité agricole. Depuis longtemps, les paysans constatent une recrudescence des « événements » climatiques atypiques : été frais ou hiver doux, épisodes pluvieux concentrés, absences ou excès d'eau prolongés, etc. Pour la trésorerie des fermes, cela peut avoir des conséquences fâcheuses. Dans ce contexte, l'agriculture bio a des arguments à faire valoir.

Rusticité des variétés

Les pratiques agrobiologiques confèrent aux fermes bio une meilleure résilience aux aléas climatiques. L'un des principes fondateur de la bio réside dans le choix des races et variétés adaptées à l'écosystème. On privilégie ainsi le choix de la rusticité plutôt que de tenter sans fin d'artificialiser l'écosystème.

Biodiversité agricole

A ce choix de la rusticité, l'agriculture bio ajoute la biodiversité agricole. Association polyculture-élevage, diversité des ateliers de productions et diversité des espèces cultivées, rotations longues et diversifiées, cultures associées, etc. sont autant de pratiques qui améliorent considérablement la capacité d'une ferme à faire face aux aléas climatiques.

Autonomie des fermes

Le développement de l'autonomie des fermes bio est également un atout face aux aléas. Ainsi, lors de sécheresses marquées, les éleveurs doivent non seulement acheter davantage d'aliments à l'extérieur, mais de plus ces aliments leur sont vendus à des prix plus élevés. D'où l'importance de veiller au bon équilibre entre chargement animal et surfaces dédiées à la production d'aliments, ou encore d'utiliser des mélanges prairiaux ou fourragers diversifiés.

Coopération

Enfin, en cohérence avec la charte de l'agriculture bio, les coopérations entre acteurs sont encouragées, notamment les coopérations entre éleveurs et céréaliers bio.

Scénario Afterres 2050 : une réalité scientifique, une démarche prospective

Les études sur les avantages de la bio pour le climat sont pertinentes, toutefois une vision plus large à l'échelle des territoires, tenant compte des autres usages du sol est nécessaire. De même, les habitudes alimentaires, et surtout leurs évolutions, sont à prendre en compte si l'on vise l'objectif de diviser par deux, voire par quatre les émissions de GES d'ici 2050.

On retrouve tous ces éléments dans le scénario Afterres 2050 élaboré par Solagro. Ce « scénario soutenable pour l'agriculture et l'utilisation des terres en France à l'horizon 2050 » est un travail scientifique visant à établir un scénario physique (basé sur des données quantifiables) pour concilier la demande alimentaire de la population française en 2050, les besoins en matériaux (bois) et énergie, les objectifs de stockage de carbone et de réduction des émissions de GES en agriculture. Il démontre ainsi que la généralisation progressive d'ici à 2050 des meilleures pratiques agroécologiques issues de l'agriculture biologique et/ou de la production intégrée (à ne pas confondre avec l'agriculture raisonnée) peut nourrir la France et quelques voisins, mais notre assiette et nos paysages seront alors réellement différents. Après une première phase d'élaboration du scénario à l'échelle « France », une deuxième phase a permis de confronter ce scénario aux réalités physiques de plusieurs régions dont Rhône-Alpes fait partie. La conclusion de ce travail sera présentée lors d'un séminaire national à Nanterre les 15 et 16 octobre 2015.

INFO + sur Afterres 2050 : www.solagro.org/site/393.html

“Manger Bio et Local, c'est l'idéal”, acteur de la transition citoyenne

Du 19 au 27 septembre 2015, le réseau Corabio, en partenariat avec Bioconvergence, organise la campagne de sensibilisation « Manger Bio et Local, c'est l'idéal » pour valoriser les circuits courts de commercialisation des produits bio en Rhône-Alpes. Cette campagne est organisée au niveau national par le réseau FNAB et les producteurs bio qu'il regroupe. Elle se fixe cette année, en amont de la conférence internationale pour un accord sur le climat (COP 21), un objectif d'interpellation politique sur l'agriculture bio et locale comme une contribution positive et nécessaire pour limiter l'impact des activités humaines sur le climat. La campagne est ainsi partenaire du Réseau Action Climat et du Collectif pour une transition citoyenne, avec sa journée phare le 26 septembre qui portera le Pacte de la transition. Celui-ci consiste à faire s'engager les élus de nos territoires en leur proposant d'adopter au moins cinq mesures simples et concrètes. Deux mesures concernent l'agriculture biologique :

- « Introduire au moins un repas végétarien par semaine, et progressivement et de façon régulière des produits locaux issus de l'agriculture biologique et/ou du commerce équitable, dans les menus de restauration collective »,
- « Réaliser un état des lieux des terres disponibles ou à acquérir en vue d'y développer un projet d'agriculture biologique et citoyenne ».

INFO + :

La signature du pacte sur : www.transitioncitoyenne.org/pacte-de-la-transition

« Manger Bio et Local, c'est l'idéal » : des animations dans toute la France du 19 au 27 septembre sur www.bioetlocal.org

Les plus de la bio pour le climat

Réduire l'impact de la production agricole

Si les pratiques bio confèrent aux fermes une meilleure résilience, peuvent-elles également contribuer à réduire l'impact de l'activité agricole sur le climat ? Il est admis aujourd'hui que « notre assiette » (production agricole, transformation, distribution) représente un tiers du total des GES, constitués pour l'essentiel du gaz carbonique (CO₂), du méthane (CH₄) et du protoxyde d'azote (N₂O). Il est aujourd'hui avéré que la bio a des effets positifs sur le climat par rapport à l'agriculture conventionnelle grâce à de plus faibles émissions de GES et un meilleur stockage du carbone dans le sol. La contribution globale au réchauffement climatique de la bio est de 25 à 37 % inférieur par hectare et de 6 à 20 % inférieur si on le rapporte au kilogramme de denrées produites.

Ainsi, l'interdiction des engrais et produits phytosanitaires chimiques de synthèse réduit très fortement les émissions des GES en bio. D'une part, car ils sont émis lors de l'utilisation aux champs de ces produits, mais de façon bien plus importante encore, par leur suppression induite par la fabrication et le transport de ces produits. A l'inverse, la fertilisation organique et l'usage régulier de légumineuses dans la rotation ont des effets positifs sur les GES et le carbone car ils favorisent la production d'humus, la vie du sol, la fixation d'azote atmosphérique



et le stockage de carbone à long terme. Si le recours au travail mécanique est plus important dans les fermes bio, les GES issus des tracteurs restent largement inférieurs à ceux issus des engrais et produits phyto de synthèse dans le bilan global des fermes. L'avantage reste donc à la bio. La bio séquestre plus de carbone à l'hectare grâce au recyclage de la matière organique, grâce à l'usage des légumineuses, mais aussi par le recours accru aux prairies, à l'enherbement et à la préservation des haies.

En élevage, les pratiques bio sont sans influence notable sur la production de CH₄ et de N₂O liée aux fermentations entériques et aux déjections animales. En revanche, la recherche d'autonomie alimentaire a des effets positifs sur le climat via le recours accru aux pâturages et à l'autoproduction d'aliments du bétail. Dans le bilan des GES agricoles, la fabrication et le transport d'aliments du bétail sur de longues distances ont un poids conséquent.

Atténuer le changement climatique, au cœur des préoccupations des transformateurs

Les transformateurs biologiques cherchent, dans la lignée de la production biologique, à respecter l'ensemble des « sphères » auxquelles ils sont liés : le sol, le terroir, la nature, mais aussi les hommes, collaborateurs, clients ou consommateurs. Leurs efforts sont constants pour réduire leurs empreintes et des défis sont sans cesse relevés dans les domaines périphériques : logistique, énergie, recyclage, pollutions, gaspillage, bâtiments, etc. De fait, l'atténuation du changement climatique est un enjeu majeur, largement pris en compte par les transformateurs de produits biologiques ; il se traduit par différents types de mesures selon les entreprises qui les mettent en œuvre : éco-conception des produits, des emballages et des machines, optimisation des différentes consommations d'énergie, utilisation d'énergies renouvelables, bilans carbone, mesure et plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre, compensation carbone, etc. L'atténuation du changement climatique est par ailleurs une des 30 exigences de la démarche bioentreprisedurable®, l'engagement collectif des transformateurs bio en faveur du développement durable animé par le Synabio.

Quelques bonnes pratiques en Rhône-Alpes

Des bâtiments basse consommation chez Pain de Belledonne



L'entreprise Pain de Belledonne fabrique depuis 1991 en Savoie des produits boulangers, pâtisseries et des chocolats issus de l'agriculture biologique. En 2012, s'est posée la question de la construction d'un nouveau bâtiment : Bruno Anquetil, le dirigeant de l'entreprise, a souhaité minimiser l'impact énergétique du bâtiment. Celui-ci a été réalisé sous programme BBC (Bâtiment Basse Consommation) utilisant les dernières technologies environnementales, pour un investissement total de 4 millions d'euros. Des matériaux naturels ont été privilégiés : ossature et bardage bois, cellulose pour l'isolation, peinture écologique. Des panneaux solaires en toiture permettent d'assurer 50 % des besoins annuels d'eau chaude de la chocolaterie et l'eau chaude sanitaire pour les bureaux. Des solutions énergétiques « basse consommation » ont été mises en place : pompe à chaleur sur l'eau, chaudière à gaz à condensation. Un système de récupération de la chaleur de la zone « cuisson » a également été mis en place pour chauffer la partie conditionnement / expédition des locaux. Enfin, les eaux de pluies sont récupérées pour l'entretien des espaces verts.

Ce souci environnemental ne fait pas oublier l'aspect humain. « Nous avons travaillé avec un géobiologue qui a organisé l'espace selon les principes du feng shui, pour que le bâtiment soit en harmonie avec les énergies extérieures comme l'eau ou les montagnes. Cela permet de trouver une cohérence entre les produits fabriqués, l'environnement et les hommes. », souligne Bruno Anquetil. L'objectif est vraiment de créer un espace de travail « où l'on se sent bien et qui a du sens, car on y passe le tiers de son temps ! », insiste t-il.

Des magasins bio font le choix du 100 % énergie renouvelable

Les magasins Satoriz ont fait le choix de s'approvisionner en électricité avec Enercoop, aujourd'hui le seul fournisseur à s'approvisionner directement par des contrats de gré à gré auprès de producteurs indépendants en hydraulique, petit et moyen éolien, biomasse et solaire. Enercoop propose également un service d'accompagnement afin de baisser sa consommation et sa facture d'électricité. Ce service se base sur un retour d'expérience des diagnostics pratiqués dans 13 magasins Satoriz et Biocoop en Rhône-Alpes.

Alain Poulet, responsable de la plateforme Satoriz en Savoie, témoigne : « Notre réseau de 31 magasins propose depuis toujours à sa clientèle une offre alimentaire large et variée, avec toutes les garanties de la certification bio : la confiance et la fidélité dont témoignent nos clients valident ce choix ! Le choix Enercoop, c'est donc un gain de cohérence ! Quand une solution efficace et propre se présente et qu'il est si simple de la mettre en pratique, il n'y a pas lieu pour nous d'hésiter. Avec, de plus, un partenaire dont le fonctionnement, les objectifs et les valeurs sont très proches de ce que nous pratiquons et aimons ! Suite aux audits réalisés, nous engageons maintenant une phase d'investissement visant à réduire nos consommations par la mise en œuvre de technologies plus sobres en énergie (éclairage, froid, chauffage...) ».

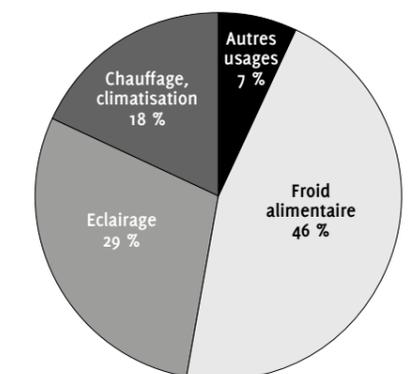
Le froid est en effet la première consommation d'énergie par les magasins bio. Mettre des portes sur les meubles frigorifiques est l'investissement à privilégier pour réduire ses dépenses. D'après l'ADEME, la mise en place de portes génère une économie d'énergie de près de 39 % de la consommation de référence. La Fédération des entreprises du commerce et de la distribution s'est engagée à équiper 75 % de leurs magasins d'ici 2020 : la distribution bio ne doit pas être en retard ! Ces opérations donnent droit à des certificats d'économie d'énergie.



Les habitudes des consommateurs bio moins impactantes sur le climat ?

Les consommateurs réguliers de produits biologiques sont attentifs à l'équilibre de leur alimentation, ils consomment souvent des quantités moins importantes de viandes et de produits laitiers, et ils cuisinent plus couramment des produits frais et de saison que des légumes surgelés. L'étude NutrinetSanté a bien montré que ces « bonnes » habitudes au regard de l'impact climat sont plus répandues chez les consommateurs bio. Il faut savoir, par exemple, que la production d'une tonne de lait émet environ une tonne de GES, alors que celle d'une tonne de « lait végétal », à base de soja, en émet 10 fois moins. Reste encore à adapter sa façon de faire ses courses : les trajets en voiture des consommateurs, bio ou non bio, pèsent pour 11 % des émissions de la chaîne agro-alimentaire.

Répartition moyenne des consommations des 13 magasins Satoriz et Biocoop en Rhône-Alpes



Le froid est en effet la première consommation d'énergie par les magasins bio.
Source : Conso Mag

INFO + : Enercoop Rhône-Alpes
www.enercoop-rhone-alpes.fr

Comment rendre la logistique plus écologique ?



Chez Biocoop, la logistique est un point capital puisqu'il s'agit d'approvisionner 357 magasins sur tout le territoire français avec 114 000 tonnes de marchandises transportées sur 5 millions de kilomètres en 2014. La Société de Transport Biocoop (STB) cherche depuis sa création en 2007 à diminuer son impact environnemental : massification des flux amont avec des plateformes régionales d'approvisionnement, mise en place du "rail route" sur les grands axes de transport (les camions passent en fret ferroviaire), formation à l'éco-conduite des 64 chauffeurs de camions. Et une innovation marquante : depuis 2014, Biocoop expérimente sur la tournée Ile-de-France un camion fonctionnant au biogaz (Scania normes Euro6). Trois ans après la signature avec l'ADEME de la charte Objectif CO2, Biocoop a diminué ses rejets de 12 % (objectif initial de 6 %) et poursuit son engagement de progrès.

Développer le transport fluvial



« Transporter sur les voies d'eau permet de générer 40 fois moins de pollution atmosphérique que le transport par camion », c'est sur ce constat que la SCOP Alizarine a mis en place depuis janvier 2015 un service de transport fluvial entre la Vallée du Rhône et Paris pour des produits palettisables et non périssables. « Nous avons tout d'abord ciblé des vigneron bio présents sur toute la vallée du Rhône »

précise Cécile Sauthier, cogérante d'Alizarine « mais le projet intéresse d'autres entreprises bio qui souhaitent diminuer l'impact environnemental de leur logistique ». La péniche ouvre également ses cales aux consommateurs lors de ses arrêts à Lyon ou au Bassin de La Villette à Paris. Pour promouvoir ce mode de transport alternatif, un voyage spécial COP 21 est programmé en novembre, ponctué de débats sur le changement climatique.

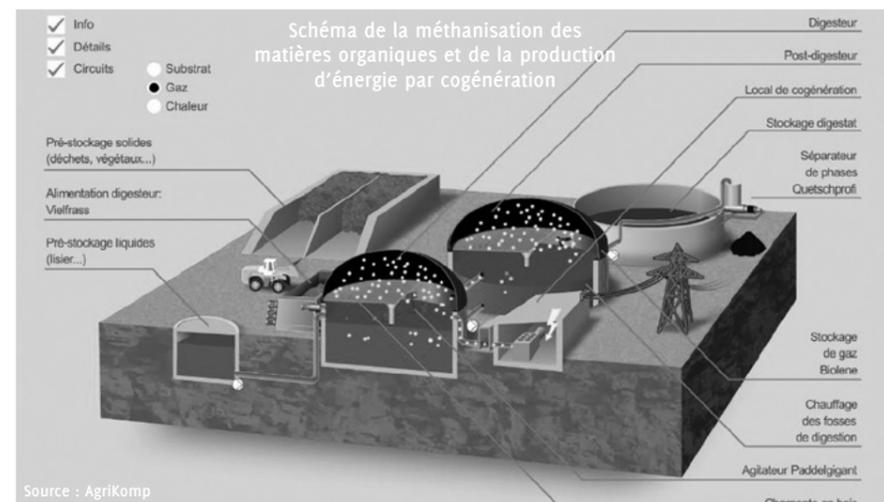
INFO + sur www.bateau-alizarine.fr

Méthanisation collective en Ardèche Témoignage de Dominique Tracol, éleveur laitier au GAEC des Bardons à Eclassan (07)

8 exploitations bio ardéchoises (1000 ha de SAU* au cœur de l'Ardèche Verte) ont créé la SARL AGRITEXIA pour investir collectivement dans le premier projet de méthanisation agricole collectif de Rhône-Alpes. En 2015, le groupe crée Methabio 07 qui figure parmi les tout premiers lauréats nationaux GIEE**. « En 2009, pour faire face à la crise laitière, nous nous sommes réunis avec les agriculteurs du secteur pour réduire l'usage des pesticides. » explique Dominique Tracol. « Une majorité des exploitations se sont ainsi converties à l'agriculture bio avec une démarche d'autonomie alimentaire (implantation de luzerne trèfle pour remplacer le soja et de prairies multi-espèces). Nos 8 exploitations se sont ensuite lancées dans la méthanisation pour réduire les émanations de méthane

par les lisiers et fumiers (...). La conversion de 10 exploitations en bio ensemble a énormément aidé. » La méthanisation des matières organiques (qui étaient jusqu'alors des déchets) aboutit à la création de biogaz et de digestat qui crée de l'azote plus assimilable par la plante et améliore la vie biologique des sols. « On valorise le digestat en mutualisant la main d'œuvre et le matériel pour l'épandre, les rendements sont également meilleurs et complètent le revenu de nos exploitations. » témoigne Dominique Tracol. La cogénération, qui a lieu dans les unités de méthanisation à proximité des fermes, produit et utilise électricité et chaleur à partir du biogaz créé au sein de la même installation. Les bénéfices du projet sont ainsi multiples : valoriser les effluents agricoles, produire une énergie 100 % renouvelable, réduire les gaz à effet de serre, limiter l'impact de l'agriculture sur la ressource en eau mais aussi améliorer l'autonomie alimentaire des élevages et pérenniser les fermes par ce revenu supplémentaire. « Au niveau de Rhône Alpes, des éleveurs et céréaliers, en bio ou pas, nous ont rencontrés et se lancent dans des projets de méthanisation collectifs. Tout cela demande beaucoup d'investissement personnel, mais ça nous permet, à l'approche de la retraite, de transmettre une exploitation viable économiquement et environnementalement. »

*surface agricole utile
**groupement d'intérêt économique et environnemental



Source : AgriKomp

Sources du dossier :

Colloque DinABio, 19-20 mai 2008, *Agriculture biologique et changement climatique*, Clermont-Ferrand ; Abiodoc, www.abiodoc.com/documents-abiodoc/evenements/colloque-agriculture-biologique-changement-climatique ; Nemecek et al., 2008 d'après Fleury, 2011 ; Solagro, www.solagro.org/site/393.html



LE GRAND TÉMOIN Nicolas Bouzou

Economiste et directeur du cabinet d'analyses Asterès, Nicolas Bouzou analyse l'étude publiée en mars 2015 sur commande de la Fédération Natexbio : « La transformation bio face au défi de la croissance ».

Qu'est-ce qui, dans votre activité et votre parcours, vous a amené à vous intéresser au secteur bio ?

Je dirige un cabinet d'étude et de conseil qui s'intéresse aux secteurs en croissance. Nous sommes face à une mutation de notre économie où certains secteurs vont disparaître et d'autres émergent. Ces nouveaux secteurs sont peu étudiés, ils ne rentrent pas, par exemple, dans la nomenclature INSEE qui date des années 50-60. Nous avons besoin d'études sur ces nouveaux secteurs qui vont structurer l'économie de demain.

Des études existent sur la consommation bio, par l'Agence BIO et la distribution mais il y avait besoin de quantifier le secteur au niveau de l'industrie. Ceci prend d'autant plus de sens dans un moment où la France se pose des questions sur sa désindustrialisation.

Est-ce que les résultats de l'étude ont confirmé cette intuition que la transformation bio était un secteur en croissance ?

Oui tout à fait, nous avons analysé les bilans de 1 000 entreprises et questionné une centaine d'entre elles. Les chiffres montrent que le secteur est en forte croissance, + 14 % en chiffre d'affaire entre 2012 et 2013, avec une augmentation des effectifs salariés (+3 % de 2012 à 2013). C'est aussi un secteur qui innove, 42 % des entreprises interrogées ont lancé de nouveaux produits en 2013. Des problématiques se posent cependant. Les terres bio ne progressent pas assez vite par rapport à la demande du marché et donc aux besoins d'approvisionnement. Les industriels sont par ailleurs en situation de sous-investissement, avec besoin de réinjecter de l'argent pour développer les outils industriels. Des rapprochements entre entreprises, des restructurations, des recapitalisations commencent à se mettre en place. On observe aussi une érosion des marges qui paraît inhabituelle pour un secteur aussi jeune. Nous lions ce phénomène à la présence des grandes surfaces déjà très forte dans le secteur, ce qui crée une pression déflationniste sur les prix.

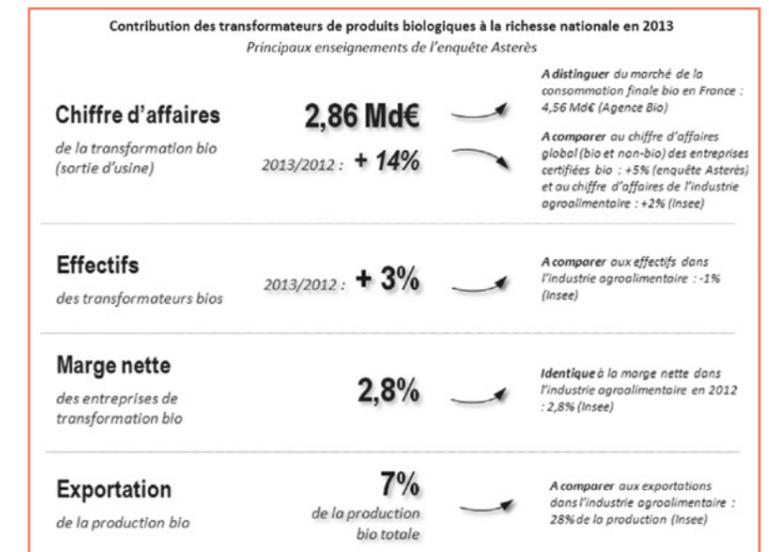
Comment les entreprises du secteur peuvent-elles s'approprier les résultats de cette étude ?

Il faut lutter contre la tendance déflationniste sur les prix, car le secteur a besoin de garder un bon niveau de rentabilité pour attirer les capitaux extérieurs et réaliser ses investissements. Le secteur a encore sans doute des innovations à engager en matière de distribution pour se détacher de la grande distribution, maintenant qu'une notoriété auprès du grand public existe.

De notre point de vue, la restructuration entre entreprises du secteur est une tendance normale et il ne faut pas lutter contre. De même, aujourd'hui, les exportations ne représentent que 7 % de la production bio, c'est faible et pourrait être développé.

Bien-sûr, ces perspectives ne sont pas toujours en accord avec la vision militante de départ et le secteur bio vit une crise identitaire d'un secteur qui doit organiser sa croissance.

Une chose nous paraît essentielle : avoir une réglementation bio unique, respectée, garante de pratiques et véritable repère pour le consommateur. La tentation actuelle de multiplier les labels autour du bio nous semble risquée pour le développement du secteur.



Source : Etude « La transformation bio face au défi de la croissance », Asterès 2015



Alternatives Bio est édité par Corabio et Bioconvergence Rhône-Alpes | Directeurs de la publication : Viviane Margerie et Ludovic Desbrus | Rédaction en chef : Antoine Couturier et Julie Maisonhaute
Coordination générale et maquette : Claire Lecouteux | Rédaction : Mathilde Azzano - Antoine Couturier - Patricia de la Fouchardière - Anne Hugues - Claire Lecouteux - Julie Maisonhaute
Crédits photos : Corabio, Tech & Bio, Pain de Belledonne, Biocoop, Alizarine, Asterès, Bioregion
Corabio est la Coordination Rhône-Alpes de l'agriculture biologique | Tél. : 04 75 61 19 35 - Fax : 04 75 79 17 68 | contact@corabio.org

Bioconvergence Rhône-Alpes est l'association des transformateurs et distributeurs de produits bio en Rhône-Alpes :

Tél. : 04 75 25 97 00 - Fax : 04 75 61 94 55 | contact@bioconvergence.org
INEED Rovaltain TGV - BP 11150 Alixan - 26958 Valence cedex 09
Imprimé à 3 200 exemplaires sur papier PEFC par IML Cap Colori ISSN 1626-6102



Avec le soutien de :



LE CHIFFRE

20

Perturbateurs endocriniens dans les cheveux des Parisiennes

Au moins une vingtaine de perturbateurs endocriniens – avérés ou suspectés – seraient présents dans les cheveux des femmes urbaines en âge de procréer. C'est le principal résultat d'une étude rendue publique par l'association Générations futures, financée par le Conseil régional d'Ile-de-France. Celui-ci se fonde sur l'analyse des cheveux d'une trentaine de jeunes femmes de 20 à 35 ans, vivant principalement à Paris et en banlieue parisienne.

INFO + sur www.generations-futures.fr/perturbateurs-endocriniens/expert-4/

VU POUR VOUS



Mercredi 3 juin a eu la soirée de clôture du troisième défi Familles à Alimentation Positive sur le territoire du Grand Lyon. 120 foyers du Grand Lyon ont participé au défi Familles à Alimentation Positive de décembre 2014 à juin 2015 avec pour objectif de manger équilibré en cuisinant plus de produits bio, locaux, de saison... SANS augmenter leur budget !

■ www.famillesaalimentationpositive.fr

Faites un geste pour l'environnement, demandez Alternatives Bio par mail à : contact@corabio.org

À LA PAGE
Alternativement !

Cet ouvrage est le support intellectuel du « Grand tour Alternatiba » qui traverse près de 200 villes en France depuis le 5 juin dernier et ce jusqu'au 26 septembre. Volontairement simple et concis, ce livre accompagné d'illustrations, propose des idées pour engager, dans notre quotidien, la transition citoyenne et écologique qui devient de plus en plus pressante dans tous les domaines : l'agriculture, la relocalisation de l'économie, l'aménagement maîtrisé du territoire, la sobriété énergétique, l'éco-habitat, la mise au pas de la finance, la reconversion sociale et écologique de la production, le partage du travail et des richesses ou la préservation des biens communs comme l'eau, la terre ou les forêts...

Alternatiba est un mouvement né en 2013 dans la perspective de la COP21 qui aura lieu à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015. Deux ans plus tard, c'est une cinquantaine de villes ou territoires qui ont spontanément vu éclore des initiatives pour proposer des alternatives au changement climatique tandis que des centaines d'autres sont encore en construction.

Info + sur le tour de France Alternatiba (5 000 km pendant l'été 2015 avec des vélos tandem 3 et 4 places) : <https://alternatiba.eu/tour2015/>

■ **Alternativement !** Éditions Les Liens qui Libèrent - 40 pages - Préfacé par Christiane Hessel - 3 €

**QUOI DE NEUF ?****Biorégion, un relais de producteurs et distributeur de produits bio locaux**

Issu de la région Rhône Alpes, Biorégion est un relais pour les restaurants-traiteurs et magasins-épicerie. Concrètement, il s'agit d'une plateforme logistique qui permet d'acheminer des produits de producteurs deux fois par semaine vers les professionnels.

Biorégion existe depuis mai 2014 et l'équipe de 3 salariés travaille à ce jour en direct avec environ 90 producteurs, autant de savoir-faire et de spécialités permettant de proposer une large gamme de produits dont les fruits et légumes, la charcuterie, la viande, les laitages vache-chèvre-brebis, la crèmerie, les œufs, le fromage, les farines, et une vaste gamme d'épicerie salée-sucrée, de boissons, vins, sorbets... A ce jour, le catalogue de Biorégion compte plus de 700 références et est en perpétuelle évolution.

Dans la sélection des produits, Biorégion privilégie : la fraîcheur, le goût et la disponibilité des produits ; la proximité géographique des producteurs et des matières premières au client final ; une production respectueuse du travail du producteur et de notre environnement proche.

Les clients de Biorégion reçoivent régulièrement les informations sur les produits de saison, leur disponibilité, leur provenance et le producteur afin de pouvoir eux-mêmes en parler, alors n'hésitons pas et parlons-en !

Info + par mail à info@bioregion.fr ou au 04.26.18.34.56, www.bioregion.fr

**AGENDA de LA RENTRÉE 2015**

- Du 19 au 27 septembre en Rhône-Alpes | Campagne « Manger Bio et Local, c'est l'idéal » - www.bioetlocal.org
- Lundi 21 septembre dans la Drôme | Atelier découverte des légumes anciens bio pour les restaurateurs de la Drôme
- 23 et 24 septembre à Bourg-lès-Valence (26) | Salon Tech & Bio - www.tech-n-bio.com
- Vendredi 25 septembre à 19h à la salle du Château de Sans Souci à Lyon (69) | Ciné-débat *La Face Bio de la République* en présence des candidats aux élections régionales et introduit par Marc Dufumier
- Samedi 26 septembre dans toute la France - Journée de la Transition - www.transitioncitoyenne.org
- Lundi 5 octobre à Châteauneuf (42) et jeudi 15 octobre à Bourg-lès-Valence (26) : Journées technico-économiques volailles bio
- Du 5 au 16 octobre en Rhône-Alpes - Quinzaine de la bio - www.quinzainedelabio.wordpress.com
- Du 18 au 20 octobre à Paris - Salon professionnel Natexpo - www.natexpo.com